11 mars 2026

Cour de cassation

Pourvoi n° 24-50.021

Première chambre civile - Formation restreinte RNSM/NA

ECLI:FR:CCASS:2026:C110166

Texte de la **décision**

Entête

CIV. 1

MA8

COUR DE CASSATION

_____

Décision du 11 mars 2026

Rejet non spécialement motivé

Mme CHAMPALAUNE, présidente

Décision n° 10166 F

Pourvoi n° S 24-50.021

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

_____

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

_____

DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION, PREMIÈRE CHAMBRE CIVILE, DU 11 MARS 2026

La procureure générale près la cour d'appel de Paris, domiciliée en son parquet général, [Adresse 1], a formé le pourvoi n° S 24-50.021 contre l'arrêt rendu le 7 mai 2024 par la cour d'appel de Paris (pôle 3, chambre 5), dans le litige l'opposant à Mme [L] [P], épouse [D], domiciliée [Adresse 2] [Adresse 3] (Tunisie), défenderesse à la cassation.

Le dossier a été communiqué au procureur général.

Sur le rapport de M. Ancel, conseiller, les observations de la SAS Zribi et Texier, avocat de Mme [P], après débats en l'audience publique du 20 janvier 2026 où étaient présents Mme Champalaune, présidente, M. Ancel, conseiller rapporteur, Mme Guihal, conseillère doyenne, et Mme Vignes, greffière de chambre,

la première chambre civile de la Cour de cassation, composée de la présidente et des conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu la présente décision.

Motivation

1. Le moyen de cassation, qui est invoqué à l'encontre de la décision attaquée, n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation.

2. En application de l'article 1014, alinéa 1er, du code de procédure civile, il n'y a donc pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur ce pourvoi.

Dispositif

EN CONSÉQUENCE, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

Laisse les dépens à la charge du trésor public ;

En application de l'article 700 du code de procédure civile, rejette la demande ;

Ainsi décidé par la Cour de cassation, première chambre civile, et prononcé publiquement le onze mars deux mille vingt-six par mise à disposition de la décision au greffe de la Cour, les parties ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

Décision **attaquée**

Cour d'appel de paris e5
7 mai 2024 (n°23/14761)

VOIR LA DÉCISION

Les **dates clés**

- Cour de cassation CIV.1 11-03-2026
- Cour d'appel de Paris E5 07-05-2024